



La Contribution Économique des Industries Culturelles et Créatives au Liban: Mesure, Potentiel et Recommandations



Introduction



سنة ثبات
النقطة يلتصق حجر

25 ANS DE
CONSTANCE
GRITTA CARAT LAPIDEM

Objectifs de l'étude

Structuration d'une politique publique en faveur des ICC

1

Dresser un panorama économique des ICC et démontrer son potentiel de développement.

2

Identifier les obstacles structurels, réglementaires et fiscaux qui freinent leur croissance.

3

Formuler des recommandations, identifier des mécanismes pérennes de financement et des outils réglementaires et proposer des pistes d'action.

Objectifs et Méthodologie

Panorama de 3 grandes industries: *Arts du spectacle, Audiovisuel et Design*

Zoom sur 7 secteurs: *Théâtre, Festivals, Cinéma, Jeux vidéos, Streaming, Mode et Haute Couture, Joaillerie*

Définition et classification des ICC selon l'étude

A- Patrimoine historique, musées et sites

B- **Arts du spectacle** / Théâtre / Festivals

C- Arts visuels

D- Edition, livres et presse

E- **Audiovisuel** / Cinéma - Radio -TV – Pub

Jeux vidéo / Streaming

F- **Design** / Mode et Haute Couture

Architecture / Joaillerie

Zoom

Panorama

Méthodologie

Phase quantitative

- Du ministère des Finances - direction générale des Finances :
déclarations fiscales 2016-2019 de 1,272 contribuables
appartenant à **38 secteurs** et **20,400 observations**
- De l'administration des douanes:
import/export 2011-2019 pour 30 produits culturels et créatifs
et **±600 observations**

Méthodologie

Phase qualitative

Recherche bibliographique rigoureuse basée sur une collecte des données de seconde main (s'arrêtant en 2015), et d'une analyse et triangulation des données existantes

- **Consultation de 123 acteurs culturels**
- **2 focus groups avec 15 acteurs-experts**
- **2 consultations publiques auprès de 14 municipalités**
autour de:
 - ✓ Leurs priorités et budgets en matière d'activités culturelles
 - ✓ De l'impact du Covid-19

Limitations et contraintes

Spécifiques à la situation au Liban

- Instabilité politique, économique et financière (Manifestations du 17 octobre 2019, dépréciation de la livre libanaise, crise sanitaire, couvre-feu et confinement)
- Manque d'infrastructures (électricité, internet...)
- Faible mise en application du cadre législatif et réglementaire

Après le 4 août

- **Etude lancée dans une perspective de développement, jusqu'au 4 août 2020**, date qui a entièrement et dramatiquement changé la donne.
- Dans une conjoncture de **catastrophe humanitaire**, une **politique publique de sauvetage, plutôt que de développement est désormais nécessaire**.
- Si cette étude constitue aujourd'hui **un document de base pour tout travail de recherche ou pour les décideurs, sa mise à jour est nécessaire** pour évaluer l'impact de la double explosion du 4 août 2020, et y inclure les industries qui n'ont pas été traitées dans cette étude (édition, médias et publicité, marché de l'art...)

Définition des ICC - Comparaison

	UNESCO	France	Pays de la région	Liban
Définition	UNESCO	UNESCO adaptée	Pas de définition officielle	Pas de définition officielle
Secteurs	Patrimoine culturel et naturel, Arts de la scène et festivités, Arts visuels et artisanat, Livre et Presse, Audiovisuel et médias interactifs, Design et services créatifs	Arts visuels, Musique, Spectacles vivants, Cinéma, Télévision, Radio, Jeu Vidéo, Livre, Presse, Publicité et communication	Patrimoine culturel et Naturel, sites culturels, arts visuels et performances, Médias, imprimés et audiovisuels, « Functional creations » (design, nouveaux médias et services créatifs)	Théâtre / radio / films / TV, Composition enregistrement et performance de musique, Patrimoine / arts visuels / fashion design et « craft », Publicité et graphisme, Architecture et Design, Presse et édition, Logiciels / Jeu-Vidéo / Webdesign



Axe d'étude:

Sont exclus de notre classification le patrimoine naturel, le patrimoine immatériel, les industries annexes (récréatives, loisirs, tourisme, etc...) et transversales (éducation, archivage, etc.).

Plan de l'étude

Introduction

I - Panorama économique des ICC

II - Cadre réglementaire

III - Etude des sous secteurs des ICC

1. Arts du Spectacle (ADS)
2. Design
3. Audiovisuel

IV - Vers une politique publique de la Culture

Conclusion

I - Panorama Économique des ICC

Principaux indicateurs de l'économie libanaise

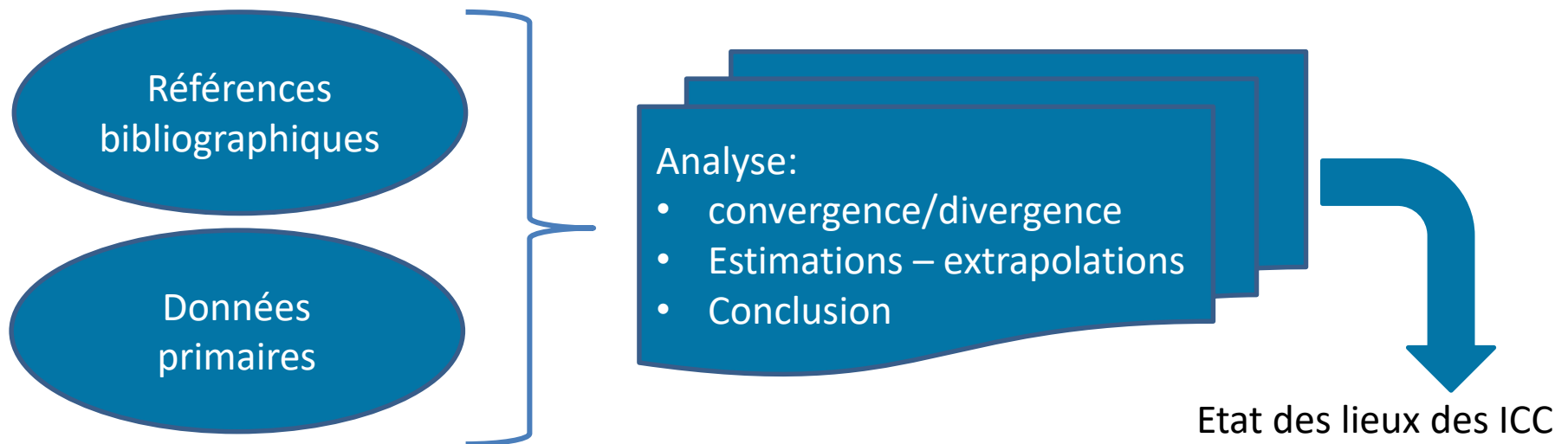
Principaux indicateurs des ICC avant l'année 2015

Impact des crises et de la double explosion du 4 août 2020



La contrainte des données

- Aucune institution publique n'est « chargée » officiellement et spécifiquement de ce secteur
- Multitude d'agents et d'institutions: données disparates ou inexistantes
- Indicateurs non définis (méthodologie de calcul non transparente), ou anciennes, ou de de différentes sources, contradictoires et non convergentes
- Absence d'indicateurs couvrant tout le secteur des ICC et désagrégés par sous-secteur



Définitions des bases de l'estimation

Les références bibliographiques utilisent les définitions suivantes:

Secteurs couverts par les ICC sur la base de la définition « copyrights » de WIPO (*World Intellectual Property Organisation*): Arts visuels, Musique, Spectacles vivants, Cinéma, Photographie, Télévision et Radio, Jeux vidéo, Livre et Presse, Publicité et Communication et Softwares.

Quatre types de secteurs sont étudiés pour mesurer l'impact socio-économique des ICC:

1- Les secteurs ICC de base

Toute l'activité économique de ces secteurs font partie des ICC.

2- Les secteurs interdépendants

L'existence de ces secteurs dépend directement des ICC (ex: les instruments de musique).

3- Les secteurs partiels

Secteurs dont seulement une partie des activités est dédiée aux ICC (ex: matière première, textile).

4- Les secteurs de support

Les secteurs dont une partie des activités économiques est générée comme soutien aux ICC (ex: transport, hôtellerie).

Principaux indicateurs économiques du pays en 2020

Depuis 2011, le Liban vit au rythme des crises successives et des tensions géopolitiques accentuées par les conséquences de la guerre en Syrie, le poids des réfugiés sur son territoire (près de 40% de la population), la pandémie de la COVID-19 et la double explosion du 4 août 2020 - explosion non nucléaire la plus importante du monde.

Depuis le début de l'année 2020, le pays est mis à rude épreuve avec **une dette publique qui a dépassé les 170% du PIB, une crise de liquidités, doublée d'une dépréciation de la monnaie nationale de plus de 80% sur un an, d'un contrôle non réglementé des capitaux, d'une hyperinflation de près de 147% et d'une récession économique estimée à 25% .**

À partir de mars 2020, l'épidémie de la Covid-19 affaiblit considérablement des pans entiers des ICC. L'«Évaluation rapide des dommages et des besoins» effectuée suite à la double explosion du 4 août 2020, estime **les dommages du secteur culturel entre 1 et 1,2 milliards de USD et les pertes entre 400 et 490 millions de USD.**

Le bilan humanitaire et social est tout aussi alarmant avec des taux de pauvreté et d'émigration en augmentation et plus de **52% de la population libanaise basculant dans la pauvreté** (Banque mondiale, 2020).

L'affaiblissement du système éducatif national et l'émigration des jeunes talents vident le pays de son essence culturelle et progressivement de son identité nationale.

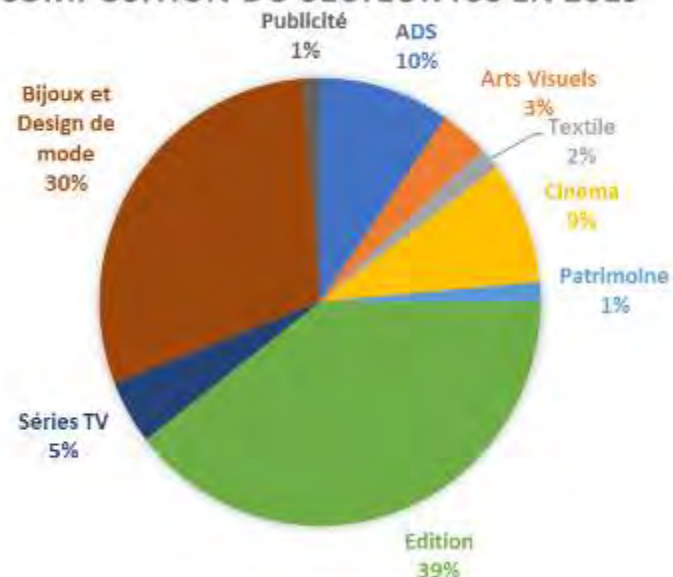
Évolution du chiffres d'affaires des ICC

En première position, l'édition génère le plus de revenus (476 millions de USD en 2017). Cependant, en 2018, elle ne pèse que 43% du total des ICC (417 millions de USD) et moins de 40% en 2019 (353 millions de USD).

En deuxième position, les bijoux avec des revenus de 168 millions de USD en 2017, qui passent à plus de 246 millions de USD en 2019, affichant la plus grande croissance parmi tous les sous-secteurs des ICC.

En troisième position, les arts de la scène et les festivals, générant respectivement des revenus de 115 millions de USD et 93 millions de USD en 2017, mais subissant une très forte récession, avec respectivement des revenus de 86 millions de USD et 79 millions de USD en 2019.

COMPOSITION DU SECTEUR ICC EN 2019



Le pourcentage du chiffre d'affaires du secteur des bijoux et de la joaillerie passe de 18% en 2017 à 30% des ICC en 2019, alors que celui des ADS baisse de 12% à 10%, et le cinéma garde un poids constant entre 2016 et 2019, de l'ordre de 9%.

Emploi dans le secteur des ICC – Chiffres de l'ACS

L'étude la plus récente sur la population active au Liban (LFHLCS 2018) publiée par l'Administration centrale de la statistique (ACS) montre que la population totale est de 3.6 millions, avec un faible taux de participation de la population active (48,8%, 1.8 millions)

D'après l'étude de l'ACS, le taux de chômage serait de 11,4% en 2018, un taux à peine plus élevé que son niveau précédant la crise syrienne (9% en 2011), alors que le Liban a connu **entretiens l'afflux de 1,5 millions de réfugiés** et que la population totale a connu **la poussée démographique la plus importante du monde.**

L'étude se contente de signaler que la population active employée dans les « métiers de l'art, des loisirs et du récréatif » serait estimée à 13,000 personnes, soit 0,8% du total de la population active, dont uniquement 3,000 femmes, **ce qui est en contradiction avec les données sectorielles que nous avons collectées dans le cadre de cette étude.**

Cependant, les données de la LFHLCS-ACS 2018 ne semblent pas constituer une base fiable pour l'étude de l'emploi dans les ICC.

Estimation de l'emploi dans le secteur des ICC

2014

100,000 emplois dans les ICC

Chiffre confirmé par la Banque Mondiale et le rapport McKinsey

2019

Estimation de l'étude

1. Compte tenu de la faiblesses du système d'informations sur le marché du travail au Liban, **la population active créative ne peut être donc estimée qu'à son niveau plancher, soit au minimum 100,000 personnes comptant pour 5,8% du total de la population active.**
2. Mais elle se situe certainement à un niveau intermédiaire entre **ce seuil minimal et un seuil maximal de l'ordre de 362,000 personnes, soit 20% de la population active,** ratio qui n'inclut pas les métiers annexes dans les domaines de l'éducation ou de la santé.

Minimum
100,000

+

264,000

=

Maximum
362,000

4,5%

de la population active

Travailleurs qualifiés de l'industrie
+ travailleurs informels

20%

de la population active

NB: Les données de l'ACS ne sont pas suffisamment détaillées pour une estimation de la part créative au sein de cette population

II – Cadre Règlementaire

Principaux acteurs

Autorités publiques

Secteur privé

ONG et associations

Corpus de lois existantes

Lois générales liées aux ICC

Lois dédiées aux ICC

Autres problématiques juridiques

سنة ثبات
النقطة بالنقطة
25 ANS DE
CONSTANCE
GRITTA CAVAT-LAPIERRE

Ministère de la Culture

Ministère de la Culture

- Formuler une politique culturelle générale.
- Définir les politiques, plans et programmes sectoriels et les exécuter.
- Assurer le soutien nécessaire aux acteurs-créateurs dans leurs domaines de compétence.
- Développer une économie du savoir.
- Faciliter la coordination et développer la coopération avec les organismes publics et privés concernés.

Loi n° 35 - 2008

La loi créant le ministère de la Culture n'a pas réussi à établir une autorité de référence unique, en charge du développement des ICC.

Budget

	France milliards d'Euros	Liban milliards de USD
Budget total	391	15,4
Ministère de la Culture	10	0.033
% Culture/Budget	2.56%	0.22%

- *Malgré une croissance annuelle symbolique, le budget du MdC reste extrêmement limité (**33 millions de USD en 2019**) et ne représente en 2020 que **0.24% du budget de l'État**.*
- *Dans le budget 2020, les dépenses opérationnelles (**OpEx**) représentent **88%** (dont **71%** pour la **masse salariale**) contre **12%** en **CapEx**.*
- *Les institutions et ONG des ICC obtiennent des subventions représentant **3%** du budget du MdC.*

Autres Ministères

Affaires étrangères

Le département des affaires culturelles est responsable du parrainage de toute activité culturelle à l'étranger.

Information

Responsable de certains secteurs des ICC selon **la loi sur les publications et les lois sur la radio, la télévision et la radiodiffusion par satellite.**

Affaires sociales

Donne son avis sur la création d'associations culturelles au **ministère de l'Intérieur** et alloue des fonds à certaines associations; il existe **plus de 7,000 associations civiles au Liban, dont 95 avec un statut d'utilité publique** obtenus par décret. *(Décision ministérielle no 51-2002)*

Tourisme

Alloue des fonds aux associations de tourisme, mais aussi **aux associations culturelles et artistiques. En 2017, 2,6 millions de USD leur ont été alloués**, dont 500,000 USD pour le festival de Baalbek seul. En 2019, \$3.1 millions ont été alloués en aides et subventions aux festivals, associations et ONG.

Education

Inclut un département dédié aux affaires culturelles et aux beaux-arts.

Intérieur

En charge de l'application de la **censure** et de la délivrance des **visas** pour les acteurs des ICC étrangers. *(Décret no 66 – 1967)*

Principaux acteurs:

Municipalités

La loi sur les municipalités de 1977 définit les pouvoirs des conseils municipaux qui incluent le soutien des clubs, l'aide aux associations sociales, sportives et culturelles.

La Municipalité de Beyrouth

Alors que la majorité des municipalités du Liban souffrent de déficit, la municipalité de Beyrouth accumule des excédents financiers.

« La municipalité a de l'argent mais il est important de fixer les priorités... Le problème n'est pas un problème de ressources car la municipalité de Beyrouth possède environ 650 millions de USD à la Banque centrale et est ainsi en mesure de réaliser des investissements rentables » - Ziad Shbib, Gouverneur de Beyrouth, Al-Ikissad wa Aamal, 8 août 2019.

Soutient annuellement les bibliothèques publiques, les musées et plusieurs festivals et associations sociales et culturelles:

- Mais n'a pas de département dédié aux activités culturelles
- Bénéficie du soutien de l'ambassade d'Italie, de l'ambassade de France, de la ville de Paris et autres villes européennes pour des projets culturels spécifiques



Autres Municipalités

Sur les 1,044 municipalités du Liban, rares sont celles qui ont les moyens de soutenir des associations socio-culturelles, parmi lesquelles Tyr, Saïda, Zouk Mikael, Jounieh, Byblos, Ehden, Baalbeck, Zahlé, Aley et Beiteddine.

Principaux acteurs:

Secteur privé, société civile et soutien international

Banques, assurances et autres entreprises privées

Les banques ont maintenu une politique active de **mécénat**, avec un budget qui varie entre 50,000 et 500,000 USD/an, alloués en grande partie aux festivals musicaux. Certaines entreprises privées (ex. industries du vin libanais) exercent une politique de **sponsoring** de secteurs ciblés des ICC (ex : théâtre, livres et danse)

Plusieurs initiatives de coopération ont été mises en œuvre, sans pour autant être intégrées dans une politique culturelle claire et cohérente. Dans le contexte actuel de crise, les revenus provenant du mécénat et du sponsoring risquent d'être réduits à néant.

Associations et ONG

- **Fondations nationales:** Samir Kassir, Issam Fares, Ashkal Alwan...
- **Initiatives Individuelles:** Musée NABU, MACAM, Dar El-Nimr, J.Haddad Freedoms Center...

Plus de 7,000 associations civiles au Liban ont obtenu le statut d'utilité publique par décret leur donnant accès à des subventions du secteur public.

En 2014, on comptait 71 associations culturelles soutenues par le MdC

Soutien International

Institut français; Agence française de Développement; Goethe Institute; Centre culturel Cervantes; USAID; Centre universitaire Japonais (2008-USJ); Institut Confucius (2006); British Council; Ford Foundation; Fondation Heinrich Boll...

Malgré le foisonnement des bailleurs de fonds, les montants alloués restent largement en dessous des besoins du secteur des ICC.

Cadre législatif général

La Constitution



- Consacre la liberté d'expression orale et écrite, la liberté d'impression, de réunion et d'association
- Définit l'Arabe comme langue officielle
- Garantit le développement équilibré des régions, culturellement, socialement et économiquement, en tant que pilier essentiel de l'unité de l'État et de la stabilité du système;

La loi du Travail

Promulguée en 1946 et modifiée depuis, elle s'applique à tous les artistes-créateurs et travailleurs des secteurs ICC

La loi sur l'Information no 382-1994

Un seul article (40) mentionne le mot *culture* : « *les institutions de télévision et de radio devraient diffuser, à raison d'une heure par semaine, des programmes nationaux, éducatifs, de santé, culturels et touristiques, et ce, à la demande du ministère de l'information* »

Lois et décrets relatifs aux ICC

Loi n° 35 - 2008

Crée le ministère de la Culture, définit ses missions et les moyens de soutien aux ICC à travers la création et la mise en place de deux fonds:

- Le «Fonds de soutien aux ICC» qui vise à contribuer au financement des productions des ICC et de l'économie du savoir, en soutenant et en commercialisant la production de films, documents et publications audiovisuelles.
- Le «Fonds spécial pour les antiquités, le patrimoine et les établissements historiques» qui vise à financer des projets de recherche, de fouille et la détection de sites, collections et installations archéologiques, patrimoniales et historiques, et à les protéger, les restaurer et les valoriser.

Loi n° 56 - 2008

- Définit les métiers et secteurs des ICC
- Crée la Caisse mutuelle unifiée des Artistes (CMUA)

Même si cette loi définit les métiers des ICC et encourage la création de nouveaux syndicats et leur fédération, elle souffre de lacunes et instaure des procédures de gestion et d'attribution du statut d'artiste complexes et inadéquates, menant à une mauvaise application de la loi et à de la corruption.

Décret n° 3705-2016

- Définit les procédures de financement de la CMUA et la valeur des redevances dues et procédures .

Lois et décrets relatifs aux ICC

Décret n° 66 - 1967

Porte sur la censure sur les productions culturelles et artistiques.

Les contrevenants risquent la fermeture du lieu pour 1 an, un emprisonnement pour une période de 1 à 3 ans et une amende financière.

Aucune possibilité d'obtention d'aide ou de subventions publiques n'existe sans l'accord préalable de la Sûreté générale.

En 2018, sur les 20 films dont l'interdiction a été recommandée par le comité de censure, le ministère de l'Intérieur n'en a interdit que trois.

Loi n° 75 – 1999

Porte sur la propriété littéraire et artistique.

Seuls les sous secteurs de la musique, de la littérature et du cinéma ont recours aux organismes en charge des droits d'auteur.

Le manque de confiance des artistes-créateurs dans le système juridique et les syndicats des ICC les conduit à s'abstenir de réclamer leurs droits garantis par les lois.

Décret n° 918 - 2007

Porte sur la protection des droits d'auteur.

Le Liban se classe au 37ème rang mondial (sur 111 pays) avec un taux de piratage de 70 %.

Autres problématiques juridiques

La Censure

Réformer le système de censure pour définir clairement les limites, les conditions et les cas d'application

En plus de la censure appliquée à toute production en lien de loin ou de près au boycott d'Israël, la censure au Liban, comme dans d'autres pays du monde arabe, est régie par la triade de la religion, du sexe et de la politique.

Les droits de propriété

Loin des défis du piratage et de la contrebande, il est important de mettre à jour la loi n°75-1999 et le décret n°918-2007.

Mise à jour pour inclure les nouveaux secteurs et structures qui n'y sont pas mentionnés

Les accords internationaux

Une disposition qui concerne la suppression des taxes intérieures (et s'appliquant à un nombre limité d'objets) ne figure pas dans l'Accord de Florence mais uniquement dans le Protocole de Nairobi .

Le Liban a ratifié la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1888, la Convention universelle sur le droit d'auteur de l'Unesco de 1952, ainsi que la convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de 1967 et l'accord d'Agadir en 2016 qui supprime les droits de douanes entre les pays signataires.

D'autres accords restent en attente de ratification par le Liban, dont l'accord de Florence qui dispose, parmi ses prérogatives, de la compétence en matière de commerce international de produits protégés par la propriété intellectuelle et le Protocole de Nairobi qui est un instrument étroitement lié à l'accord de Florence.

III – Etude par sous-secteurs

1. ADS

Aperçu général des ADS

Festivals

Théâtre

2. Design

Mode

Joallerie

3. Audiovisuel

Cinéma

Jeux Vidéo

Streaming musical

Vue d'ensemble



Arts du Spectacle - Aperçu général

Les ADS au Liban ont des avantages importants :

La présence d'un réseau, de réalisations et de compétences, même s'ils nécessitent davantage d'encadrement et de structuration.

La diversité des œuvres et des spectacles permet aux ADS de satisfaire différents goûts et permet le développement et le renouvellement constant de l'offre artistique.

L'intérêt et la participation des jeunes, surtout en matière de genres employés et de la pertinence des thèmes abordés.

L'apparition des nouvelles plateformes de streaming permet aux artistes libanais d'avoir une plus grande présence sur la scène internationale, de monétiser leurs œuvres et de diversifier leurs sources de financement.

De nouveaux modèles de financement devraient être explorés (fonds communautaires, réallocations des taxes, etc...).

Secteurs étudiés et définitions du MdF

Arts du Spectacle Vivant au Liban

Festivals

Expos

Clubs

Pubs



Théâtre

Théâtre informel

Théâtre d'improvisation, du Playback, Spectacle de rue, Comédie standup, Drag shows, Performance /installation

Cependant...

La dépendance excessive des ADS aux dons et aux subventions menace sérieusement la pérennité de ce secteur, surtout dans le contexte actuel de crise économique et financière.

Arts du Spectacle - Le Théâtre

Des 43 théâtres qui existaient au Liban, seuls 7 restent opérationnels, en plus des théâtres universitaires.

Hormis le Palais de l'Unesco, il n'existe aucune structure nationale dédiée aux ADS. Le Palais de l'UNESCO construit en 1948 et restauré en 1998, comprend un amphithéâtre de 1,200 places.

Le prix du billet d'entrée varie en moyenne entre 8 et 9 USD par performance et représente aujourd'hui un vrai obstacle.



Le théâtre musical de **Fairuz et les frères Rahbani** est un des plus puissants produits culturels libanais exportables

L'importance du théâtre ne se mesure pas en termes économiques. Son plus grand impact se mesure en termes socio-culturels et à la force de changement qu'il impulse.



Shaden Esperanza

La scène culturelle "informelle" inclut différentes formes d'expression telles que : le théâtre d'improvisation, le playback, le spectacle de rue, la comédie standup, les drag shows... Elle **se forme en marge de et en opposition à la culture des théâtres commerciaux et critique les autorités** à travers ses créations artistiques.

« Dans une mini-enquête sur Instagram, sur les 1,900 réponses reçues, 7/8 ont répondu être prêts à payer 10 USD pour voir mon spectacle, et les expatriés libanais ont demandé à payer online ».



Bernadette Hdeib

« Une jeunesse créative avec beaucoup de talent mais à qui ce pays n'offre rien. Combien de temps peut-on résister et combattre, combien de sommets peut-on tenter de gravir seul et pieds nus pour obtenir une certaine reconnaissance et un revenu décent ? Un pays qui ne dessine pas une politique culturelle à long terme à laquelle doivent coopérer toutes les forces perdra un jour et à coup sûr son potentiel culturel »

Hanane El-Hajj Ali.

Arts du Spectacle - Les Festivals

Structure du CA des ADS en 2018 en USD

Année	Festivals et Evènementiels	Clubs (Malahi)	Pubs	Total CA ADS
2018	\$ 94,126,269	\$ 1,414,091	\$ 3,789,992	\$ 99,332,370
<i>CA secteur / CA total</i>	<i>95%</i>	<i>1%</i>	<i>4%</i>	<i>100%</i>

En général, les festivals ne sont pas rentables. En 2016, les budgets des cinq plus grands festivals variaient entre 1 et 3 millions de USD, avec un financement généré par les sponsors variant entre 30 % et 50 %, le reste étant couvert par la billetterie et les subventions publiques.

Sources de Financement

En 2017, 2,6 millions USD ont été alloués aux festivals, dont 500,000 USD au festival de Baalbek.

Jusqu'en 2019, les banques et compagnies d'assurance ont maintenu une politique active de mécénat envers les festivals, avec des budgets qui varient de 50,000 à 500,000 USD/an.

Avec les crises successives qui se présentent et celle très grave du secteur bancaire, ce mécénat risque d'être réduit à zéro.

L'impact économique des festivals au Liban ne se limite pas à la richesse créée par l'évènement lui-même, mais également aux activités économiques qu'il génère dans les régions.

« Le festival joue également un rôle économique très important pour la ville de Byblos; Les hôtels étaient tous complets et les restaurants pleins, sans parler de la création d'emplois que toute cette organisation engendre », Latifé Lakkis.

Depuis quelques années, les professionnels du secteur demandent à être exonérés d'impôts, les festivals étant taxés à hauteur de 33 %

Arts du Spectacle - Les Festivals

Le Coût de l'insécurité

Décrivant la situation, Nayla de Freige raconte : « Le festival de Baalbek est menacé depuis au moins sept ans. Les factions armées se disputent âprement et sauvagement des bouts de territoire... Aussi, la région subit des assauts continus et reste sujette aux répercussions de la guerre syrienne.

Des spectacles ont dû être délocalisés vers d'autres lieux de la capitale... La crise économique nous a privés du financement de nos sponsors habituels, et la Covid-19 a rendu **impossible la planification d'événements publics** ».

En 2020, avec les crises consécutives et la Covid-19, les ADS sont aujourd'hui un secteur sinistré.



Festival de Beiteddine

Depuis des années, la situation sécuritaire a un impact direct sur les coûts, dont deux fardeaux : les « primes de risque » des artistes étrangers et les dépenses en termes de sécurité.

« Quand un artiste étranger accepte de se déplacer au Liban, il faut ajouter une "prime de risque" à son cachet. ... Nous ne pouvons pas suivre et certainement pas répercuter cette hausse sur les prix des billets », Abdo Hussein.

« Après les attentats de Qaa, nous avons augmenté le nombre de vigiles, et nous avons dépensé 300,000 USD pour la sécurité sur trois mois d'été », Latifa Kassis.



Festival de Baalbeck

« Cette explosion [du 4 août 2020] est un autre choc jeté sur la mémoire collective du Liban... Elle rejoint les guerres, les occupations et les assassinats. C'est une longue liste de tragédies pour un petit pays qui a l'impression qu'elles ne finiront jamais », Nora Joumblat.

Arts du Spectacle - Vers une politique publique

La liberté comme modèle

« Un véritable artiste, c'est celui qui ose s'exposer au danger des métiers, des préjugés, des questionnements et des tabous... le théâtre est un voyage dans le monde du questionnement », Hanane El-Hajj Ali.



Hanane El-Hajj Ali

« La relation du théâtre aux problèmes de la société ne se limite pas aux performances et à la relation avec le public, il y a une chose plus importante, et elle est très importante pour moi; je la vois et je la pratique. **Nous parlons de liberté, de démocratie et de non-sectarisme** ... Ce sont des choses que nous pouvons faire et cette **cellule de théâtre devient un modèle pour la vie possible au Liban** », Roger Assaf.

Le besoin d'une vision

« **Nous avons besoin d'une « vision culturelle** » pour le pays du Cèdre... Je souhaite que la culture ne soit pas reléguée au deuxième ou troisième plan, malgré les difficultés que traverse le pays... **La diversité et l'importance des industries culturelles sont une singularité de l'économie libanaise. La relance doit aussi passer par la culture** ». Nayla de Freige, présidente du festival de Baalbek.

La Résistance Culturelle

« À bas la censure, à bas les impôts, à bas les lois injustes qui gouvernent notre secteur, et à bas ces syndicats mafieux et les caisses à fonds perdus. **Nous devons tout reformuler, tout reconstruire de zéro** », un/une acteur/actrice du théâtre informel.

Les jeunes artistes sont plus en colère que les anciennes générations, plutôt habituées aux guerres et aux cycles de destruction-reconstruction.

Crise après crise, le Liban prouve, à travers les festivals et pièces de théâtre qu'il veut survivre malgré tout, avec une colère qui gronde dans les rues et qui alimente sa volonté de survie.

Arts du Spectacle - Analyse SWOT

S

- Longue tradition du théâtre libanais
- Diversité en terme de contenu et de genres (théâtre musical, politique, comédie, vaudeville...)
- Disponibilité et pluralité des formations

W

- Manque d'espace de répétitions et de performances à prix réduits
- Absence de politique culturelle nationale

O

- Participation active des jeunes dans la production des ADS
- Nouvelles sources de revenus possibles à travers les plateformes de streaming
- Tourisme interne

T

- Coût de billets élevé
- Assèchement des revenus de sponsoring et de mécénat dû à la crise économique et financière

III – Etude par sous-secteurs

1. ADS

Aperçu général des ADS

Festivals

Théâtre

2. Design

Mode

Joallerie

3. Audiovisuel

Cinéma

Jeux Vidéo

Streaming musical

Vue d'ensemble



Design - Présentation générale

Sur 175 startups financées par les 7 grands fonds de capital risque actifs au Liban et dans la région, seulement 3 sont identifiés comme des entreprises de conception.

L'UNIDO a tenté de soutenir activement les formations et les expositions des designers libanais (notamment dans la joaillerie / projet Creative Lebanon) et l'Union Européenne a inclus le Liban dans plusieurs projets de développement des capacités (comme Medneta, Medculture)

Les designers libanais de tous bords contribuent à l'essor des autres ICC (publicité, hôtellerie, restauration...) qui sont appelés à contribuer au développement de projets de conceptualisation et de design 100% libanais.

Le développement de l'e-commerce présente de nouvelles opportunités tant pour les commerçants que pour les designers.

De nombreuses entreprises ont déjà adopté le modèle économique du commerce numérique.

L'utilisation intensive des médias sociaux pour des campagnes médiatiques en ont fait les plateformes privilégiées des jeunes artistes.

- Parmi les entreprises avec un capital > 100,000 USD, la majorité est autofinancée par des fonds personnels ou familiaux.
- Les entreprises de design, avec un capital <100,000 USD sont les moins susceptibles d'obtenir un prêt (haut risque d'insolvabilité nécessitant des garanties contre des actifs réels, souvent non disponibles).

Les synergies entre l'économie de la créativité, l'économie de la connaissance et de l'information et l'essor des marchés en ligne et des plateformes numériques accordaient à Beyrouth un potentiel prometteur; cette perspective a malheureusement été anéantie par la crise actuelle.

Joannerie - Présentation générale

L'industrie de la joannerie a une longue histoire au Liban. Les créateurs de bijoux transmettent leur savoir-faire d'une génération à l'autre et certains ont réussi à se faire une renommée internationale.

Entre 2010 et 2019, le secteur de la joannerie a connu un essor considérable et une hausse de la demande intérieure et internationale. En 2014, **le Liban était le 5ème plus grand exportateur de bijoux vers l'Europe**. Les principaux partenaires commerciaux étant l'Afrique du Sud, les Emirats arabes unis et la Suisse pour les exportations, et le Togo, le Bénin, les Emirats arabes unis, la Belgique et la Suisse pour les importations.

Si la concurrence asiatique, avec ses multiples ateliers et usines de production de masse constitue aujourd'hui une composante incontournable du commerce mondial des bijoux, **les créateurs libanais de bijoux peuvent compter sur l'apport local d'artisans, de grossistes et de maitres joailliers arméniens** jouissant d'une réputation mondiale et d'un réseau transfrontalier.



Laure Yassine

Le Liban jouant un rôle non négligeable dans le commerce de diamant entre l'Afrique et l'Europe, **Beyrouth est une plaque tournante pour les circuits du commerce illégal de bijoux et le blanchiment d'argent**. Ainsi, en 2011, l'importation de diamant s'élevait à 380 millions de USD par an, et le Liban en réexportait pour 250 millions de USD. Ces valeurs restent identiques en 2019.

Joannerie - Présentation générale

Le marché de la joannerie est marqué par une grande diversité de produits locaux ou importés et par la **forte structuration de la production dans des Souks, fonctionnant comme des clusters de production et de distribution.**



Gaëlle Khouri

De jeunes femmes designers imposent désormais leur marque sur le marché local avec un design dit contemporain, en rupture avec les traditions ancestrales des Maisons établies.

Ces designers offrent un marché en ligne, dynamique, de produits haut de gamme.

Entre 2017 et 2019, la demande de bijoux et de pièces et lingots d'or a augmenté: les clients ont voulu **profiter de la baisse des prix mondiaux tablant sur une hausse future éventuelle des prix, l'or représentant un placement sûr** depuis que le système bancaire est en crise

*En 2014, le **projet PRIME** « Promouvoir l'apprentissage intergénérationnel dans les pays méditerranéens » était une collaboration entre la Chambre de commerce de Tripoli et le Syndicat des bijoutiers du Nord. Le projet visait à transférer des compétences et de l'expertise aux jeunes intéressés par le secteur de la gemmologie. Le programme a également généré des programmes de mentorat pour les entrepreneurs potentiels et facilité l'échange d'expériences et de savoir-faire.*

Joannerie - Chiffres clé

Le secteur de la joannerie, de bijoux, et de commerce de métaux précieux et semi-précieux est composé de **228 entreprises** déclarées, dont 78% travaillent dans la vente au détail de bijoux et montres et 35 entreprises spécialisées dans le design créatif de bijoux et de mode (stylisme).



Mushki Sisters

Import-Export

Les exportations de design de bijoux et de bijoux fantaisie ne constituent que 10% du total des exportations de bijoux, métaux et pierres précieuses (autour de 60 millions de USD en moyenne entre 2013 et 2018, et atteignant leur pic historique en 2012, avec 110 millions de USD).

Part du créatif

Les importations de bijoux et de métaux et pierres précieuses s'élèvent à 1,2 milliards de USD par an entre 2011 et 2019.

Il est difficile d'estimer le poids du segment créatif (design de bijoux) au sein de ce secteur hautement **caractérisé par le manque de transparence**, compte tenu de la nature même de ses opérations économiques, marquées par le secret professionnel, et vu l'importance des enjeux économiques liés **aux pratiques de contournement fiscal**.

Avec des **exportations** régulières de l'ordre de **600 millions de USD par an** et pouvant dépasser le milliard en période d'instabilité (2011 ou 2019), on peut raisonnablement estimer une contribution du secteur à la **création de valeur ajoutée de l'ordre de 900 millions de USD en 2019, représentant au moins 2% du PIB**.

La fiscalité du secteur ne représente pas un obstacle : la TVA est largement inférieure à celle d'autres produits, ne dépassant pas 1% pour les bijoux en or et les 2% pour les bijoux en diamants; et les droits de douanes se chiffrent 2,000 USD par kilo.

Joannerie - Main-d'œuvre

Une entreprise de joannerie au Liban est en moyenne composée de 15 employés.

Les plus grandes emploient entre 20 et 30 salariés, les ateliers comptant sur **une main-d'œuvre spécialisée et fidélisée qui est formée sur place.**

Le secteur de joannerie bénéficie d'un avantage en matière de coût de main-d'œuvre:

- Les coûts moyens de fabrication d'un gramme d'or varient entre 3 et 4 USD – soit 10% du prix du gramme. Ce même gramme coûterait 6 ou 7 USD pour un produit importé d'Italie. En 2019, les joaillers turcs l'ont offert à 2.5 USD, avec une qualité similaire à celle produite au Liban ;
- Les coûts moyens du sertissage sont significativement plus élevés au Liban que dans d'autres pays. Le sertissage d'un rubis par exemple, coûte 3 USD ou 1 USD pour un rubis de petite taille. En Chine, le sertissage coûte 10 centimes. De fait, les commerçants de bijoux libanais ont recours à des sertisseurs chinois, contribuant ainsi aux effets négatifs de la délocalisation.



Formation en sertissage

Les marchands des pays du golfe importent les bijoux libanais sans pierres précieuses, puis se procurent et fixent les pierres précieuses eux-mêmes. La fixation est une opération plutôt simple tant que la fabrication de la partie en or est de bonne qualité. Cette tendance affecte négativement la rentabilité des joaillers libanais.

Joannerie - Impact du contexte du pays

L'instabilité politique impacte la demande intérieure et celle, assez importante, provenant du tourisme.

Les ventes augmentent d'habitude de 60-80% entre les mois de juin et août, la majorité de cette demande provenant de la diaspora en visite au Liban, surtout celle de la région du golfe.



Souk de l'Or



Mouzannar

Le manque de transparence du marché n'est pas limité à l'encadrement légal et institutionnel, la fabrication et la commercialisation de faux et de produits trafiqués semblent être une composante du marché local dans tous ses segments.

Certains commerçants ont recours à des pratiques de contournement en allant acheter eux mêmes les bijoux dans les pays qui les produisent et les ramenant au Liban sans les déclarer.

Pour lutter contre les pratiques frauduleuses (exemple du remplacement du diamant par du zircon brillant), le Syndicat des bijoutiers libanais a créé un laboratoire permettant aux clients de vérifier et d'authentifier les bijoux achetés, en vue de diminuer les asymétries informationnelles, d'améliorer la réputation du secteur et de préserver la confiance des clients.

Joannerie - Analyse SWOT

S

- Maitres joaillers qualifiés et anciennes joailleries bien établies sur le marché
- Demande locale significative
- Bonne réputation locale et régionale

O

- Coûts de la main-d'œuvre
- Système fiscal encourageant
- Nouvelle génération toujours attirée par les bijoux
- Nouvelles technologies permettant de produire des articles plus sophistiqués

W

- Manque de transparence
- Délais bureaucratiques liés au processus d'exportation
- Manque de soutien de la part du gouvernement
- Visibilité insuffisante au niveau mondial

T

- Perte de la main d'œuvre qualifiée sans institutions d'entraînement
- Automatisation du processus de production menace le futur
- Concurrence internationale (Turquie, Malaisie, etc.)
- Instabilité Politique

Mode - Aperçu général

Comme pour toute l'industrie du design au Liban, celle de la mode s'est orientée davantage vers les ventes en édition limitée

- **Les designers libanais de mode produisent en majorité des articles exclusifs**, se vendant à des prix élevés à des clients de la région du golfe, pour couvrir des coûts de production élevés et des ventes limitées en volume.
- **La prévalence de la main-d'œuvre informelle.**
- **Près de 60% des entreprises sous-treatent partiellement ou totalement leur production à des usines ou ateliers de confection locaux** dont la moitié est spécialisée dans la couture, le prêt-à-porter de luxe et le mariage.

5 universités libanaises offrent une formation en design et mode:

- ESMOD propose un diplôme de 3 ans en design de mode et modélisme.
- L'Université Américaine Libanaise (LAU) offre un B.A de 4 ans et collabore avec Elie Saab et London College of Fashion.
- L'Académie Libanaise des Beaux-Arts (ALBA) lance l'Ecole de Mode de Rabih Keyrouz.
- L'Université Notre-Dame (NDU) et l'Université Américaine des Sciences et de la Technologie (AUST) font aussi partie de ces universités.

23% de leurs diplômés ont étudié ou travaillé à l'étranger.



Elie Saab

ESMOD, première école spécialisée dans la mode. Elle fait partie d'un réseau mondial d'institutions et est reconnue comme l'une des principales écoles exportatrices de talents. Présente au Liban depuis 20 ans, le nombre de ses étudiants diplômés au Liban dépasse le millier et beaucoup d'entre eux travaillent pour des marques prestigieuses ou créent leur propre label.

Mode - Caractéristiques du secteur

La demande de vêtements est principalement couverte par les importations, à cause de la capacité de production limitée, du coût de production élevé, de la forte concurrence extérieure et des faibles droits de douanes sur les vêtements importés.

Malgré des avantages au niveau du design et de la créativité et le coût réduit de la main-d'œuvre, ce secteur souffre de problèmes structurels qui entravent sa croissance, parmi lesquels **le manque de capacité de production, l'impact de la guerre syrienne, la contrefaçon et le contournement fiscal.**

« Les créateurs libanais sont connus pour être des créateurs de tapis rouges, mais il est temps de briser cette image... De nouveaux créateurs dans le prêt-à-porter brisent les normes et créent quelque chose de vraiment différent » Krikor Jabotian, prix du Fashion Trust Arabia, designer diplômé d'ESMOD.

« Il devient nécessaire de construire des usines qui répondent aux besoins de production de mode... Si les Libanais s'emploient à ouvrir des usines et à faire venir des personnes expérimentées de l'étranger pour former les talents locaux, cela pourrait devenir durable d'ici quelques années » Rabih Kayrouz



Rabih Kayrouz

Déséquilibre Import-Export de l'habillement

L'évolution des chiffres d'import-export révèle un énorme déficit dans la balance commerciale. Bien qu'en chute, les industries de l'habillement et des vêtements ont quand même généré des exportations cumulées de 210 millions de USD entre 2016 et 2020, et ce, sans aucun appui ou soutien de l'État, et dans des conditions de travail extrêmement difficiles.

Mode - Chiffres clé

Evolution du CA du Textile 2016-2019 en USD

Chiffres d'Affaires - USD	2016	2017	2018	2019
Textile	185,088,204	176,719,429	170,084,934	140,708,571

Les années précédentes ont connu une baisse significative du nombre d'usines de confection, passé de 1,000 avant le début de la guerre civile à 40 aujourd'hui. **L'Accord de facilitation arabe a supprimé les droits de douane sur les vêtements importés**, tandis que les industriels payent les droits de douanes sur les matières premières importées; **Le total cumulé du CA du textile pour la période 2016-2019 a atteint 730 millions de USD**, et ce malgré les défis structurels et contextuels auxquels ces industries font face.

Répartition par activité de l'Import-Export de l'habillement en 2018, en milliers de USD

Industrie	Import	Export	
Accessoires	\$ 19,569	\$ 1,082	3%
Vêtements	\$ 489,376	\$ 32,146	79%
Maroquinerie	\$ 126,864	\$ 7,262	18%
Total Habillement	\$ 635,809	\$ 40,490	100%



Ahmed Amer

En 2018, les exportations de vêtements représentaient 79% du total des exportations des industries de l'habillement, avec 21% pour les accessoires de mode et la maroquinerie.

Haute couture - Principales données

Répartition du CA de la Mode par sous-secteur en 2015

Sous-secteur	%
Prêt-à-porter	30%
Couture & Prêt-à-porter *	25%
Haute Couture	11%
Accessoires	34%
Total	100%

La structure de la production d'habillement libanaise dévoile le rôle important du prêt-à-porter, avec 55% du CA total du secteur en 2014, suivi du marché des accessoires pour 34%.

* Des designers se déclarant dans plus d'un sous-secteur

Bien que la haute couture ait un impact économique faible de l'ordre de 11%, elle reste l'une des sources de rayonnement culturel les plus puissantes.

L'industrie de la haute couture peut être évaluée à plus de 40 millions de USD pour environ 40 maisons de couture, dont une douzaine seulement emploie entre 30 et 60 tailleurs et brodeurs à un salaire de départ de 800 à 1,000 USD/mois.

Robert Abi Nader et Zuhair Murad confirment que 20 à 30% de leurs ventes sont destinées à l'Europe, les Etats Unis, le Japon et l'Afrique



Tony Ward

La maison Zuhair Murad emploie 70 employés à temps plein et 200 à temps partiel.

Rabih Kayrouz, très actif au Liban à travers sa boutique et sa fondation Starch, a déclaré : « Mes ateliers sont à Paris et c'est là que se fabriquent mes pièces de haute couture, ainsi qu'un studio qui est aussi ma salle d'exposition commerciale ».

Autres secteurs à fort potentiel

Les exports des industries de l'habillement ne représentent que 34% des exportations relatives au design et à la créativité, contre 30% pour le design du meuble et les antiquités, et 36% pour le savon et les huiles essentielles (classés sous-produits chimiques).

La part des exportations d'accessoires de mode représente 28% du total de l'exportation de l'habillement.



Sarah's Bag

Les designers d'accessoires de mode ont une renommée internationale et ont créé des emplois dans les secteurs des accessoires de vêtements, de maison et de bijoux fantaisie.

Selon le CSIL, le chiffre d'affaires net de l'industrie du meuble au Liban (cuisines comprises) était d'un peu moins de 400 millions de dollars.

La répartition des exports de vêtements par genre (56% pour femmes) montre aussi un potentiel dans les vêtements et accessoires homme, unisexe et enfants.



Rectangle Jaune



Nada Debs

Mode et Haute couture - Analyse SWOT

Plusieurs facteurs ont contribué au déclin d'un secteur fort prometteur : l'absence de politiques publiques en faveur des ICC et des secteurs du Design et de la Mode en particulier, la faiblesse de l'écosystème, la déficience et l'inadéquation du corpus juridique, les lacunes de la chaîne d'approvisionnement et le manque de soutien financier pour l'industrie en général.

S

- Réputation locale et régionale
- Forte participation des femmes
- Disponibilité et diversité des formations

O

- Coûts de main-d'œuvre réduits
- Marges élevées pour les articles exclusifs
- Amélioration de la compétitivité avec la dévaluation de la livre libanaise

W

- Précarité et informalité du travail
- Manque de soutien de la part des pouvoirs publics
- Faiblesse de la capacité de production

T

- Perte de la main-d'œuvre qualifiée
- Compétition internationale intense (Turquie, Sud-Est de l'Asie...etc.)
- Contrebande et contrefaçon

III – Etude par sous-secteurs

1. ADS

Aperçu général des ADS

Festivals

Théâtre

2. Design

Mode

Joallerie

3. Audiovisuel

Cinéma

Jeux Vidéo

Streaming musical

Vue d'ensemble

سنة ثبات
النقطة بالتمت مجر
25 ANS DE
CONSTANCE
GRITTA CAVAT LAPIDEM

Audiovisuel - Aperçu général

Selon le rapport de l'UNCTAD de 2010, l'audiovisuel occupe une place importante, puisque le Liban compte environ 12 sociétés de production, produisant des publicités, des vidéoclips et des films d'entreprise ainsi que des programmes TV et plusieurs sociétés de postproduction, dont certaines interviennent aussi dans le domaine de l'animation.

Malheureusement les données de l'UNCTAD sur le Liban s'arrêtent en 2014, une année où le Liban semble avoir atteint un sommet historique de ses exportations d'ICC, estimées à 263 millions de USD.

Au classement des pays en fonction de la contribution des ICC au PIB, le Liban est classé premier dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord devant des pays comme la Jordanie, la Syrie et les Émirats arabes unis.

20% des billets concernent des films libanais tous genres confondus.

Le secteur des médias et de la production (télévision, services de publicité, production et post-production, édition, musique et médias numériques) **au Liban compte environ 400 entreprises.**

Le cinéma génère des revenus de 107 millions de USD, soit 11% du total des chiffres d'affaires du secteur créatif (autour de 1 milliard de USD) et emploie 2,900 personnes, soit 12% du total des emplois créatifs formels à plein temps.

« Si les producteurs sont aujourd'hui beaucoup plus compétents, c'est le fruit des efforts de tous les acteurs impliqués, sauf de l'État. Du Beirut DC aux indépendants en passant par la Fondation Liban Cinéma et les écoles de cinéma, toute une synergie a été créée ces dernières années et le Liban est beaucoup plus ancré dans la scène internationale, avec des films participant aux Oscars », Pierre Sarraf, producteur

Les synergies entre le cinéma et les autres secteurs de l'audiovisuel et des nouveaux médias sont cruciales pour l'industrie libanaise. La publicité et la télévision ont exercé un effet d'entraînement positif pour l'industrie cinématographique.

Cinéma - Aperçu général

Dans ce panorama, l'audiovisuel a affiché en 2017, des niveaux d'exportation plutôt stables, de l'ordre de 3 millions de USD par an, avec un pic en 2010 (10 millions de USD).

Le cinéma pèse à lui seul 0,3% du PIB et 12% du total du secteur créatif, autant que la radio et la télévision, et la publicité pèse deux fois moins (0.15% du PIB et 6% du total du secteur créatif).

Les investissements dans le cinéma sont toujours difficiles à obtenir.

« Ici on n'a pas de système; pour chaque film on en invente un; il faut diversifier les sources de revenus et coproduire avec trois ou quatre pays européens et investissements privés ».

Les opportunités de coproduction internationales aux cinéastes libanais apportent des solutions aux problèmes de financement et de diffusion, notamment dans le cas de coproductions franco-libanaises (accords datant de 2000).



Palais Picadilly

Le financement d'un film coûterait entre 600,000 et 800,000 USD, et de nombreux films locaux n'arrivent pas à couvrir leurs frais, à l'exception des films coproduits à l'international qui disposent d'un ratio recette/budget supérieur à 1.

Si le Liban a déjà signé un accord avec la France, les efforts pour aboutir à de nouveaux accords avec d'autres partenaires n'ont toujours pas abouti. Le soutien de l'État est crucial à ce niveau.

L'augmentation du nombre de co-productions arabes n'arrive pas à endiguer la diminution des chiffres de fréquentation des salles de cinéma dans la région ANMO.

Cinéma - Principaux chiffres avant 2015

Les investissements dans la production cinématographique ont augmenté d'environ 100% par an entre 2009 et 2014, passant de 350,000 USD en 2009 à ~ 11 millions de USD en 2014.

Le Liban est ainsi devenu un leader régional de la production et de la post-production, exportant du contenu audiovisuel vers la majeure partie du monde arabe.

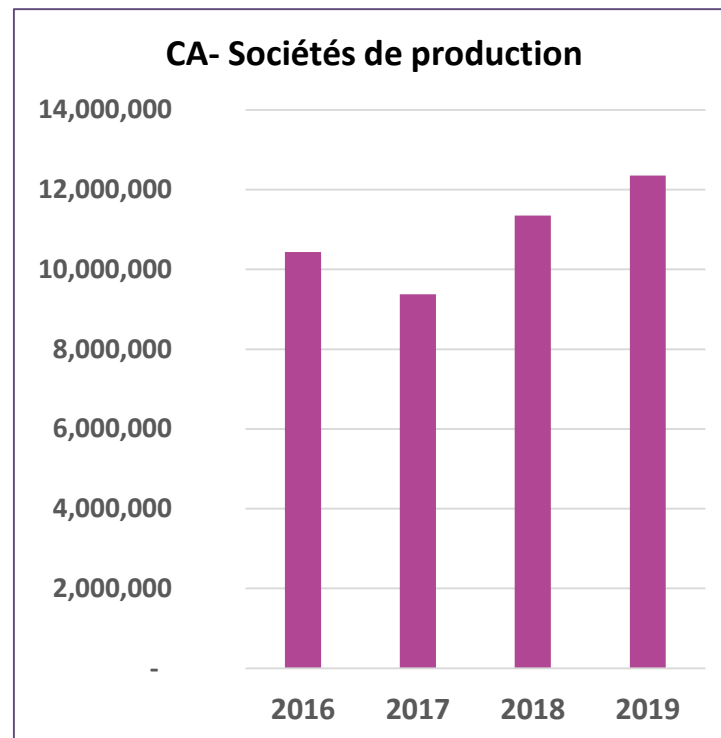
La production cinématographique a connu une croissance marquée. Le nombre annuel de films produits étant passé de 4 en 2004 à 31 en 2014, ce qui correspond à une croissance moyenne de 22% par an.

Selon le rapport McKinsey, il existe environ 97 sociétés de production et de post-production qui font en moyenne 1,000 jours de tournage par an

Le nombre de longs-métrages libanais produits en 2015 s'élevait à 31 unités avec un investissement d'environ 32,4 millions de USD; jusqu'en 2015, les chiffres semblent montrer un fort potentiel de croissance.



Maroun Baghdadi



Audiovisuel	Imp (UNCTAD)	Exp (UNCTAD)	Balance of Trade /
2010	54,900	97,300	42,400
2011	66,700	82,100	15,400
2012	109,600	83,700	-25,900
2013	124,400	77,900	-46,500
2014	256,500	290,200	33,700
Average	122,420	126,240	3,820

Balance extérieure, exportation et importation de services liés à l'audiovisuel, 2014, en milliers de USD

Cinéma – Analyse SWOT

S

- Élargissement de l'audience locale
- Liens solides établis avec les producteurs étrangers

O

- Succès des réalisateurs libanais à l'étranger
- Nouvelles audiences potentielles à travers les plateformes VOD (Netflix, Shahid, Starz...)

W

- Très faible contribution de la télévision comme moyen de diffusion
- Faiblesse des syndicats

T

- Difficultés de financement
- Censure et délais bureaucratiques

Reconfigurer l'organisation syndicale et inciter les différents syndicats à organiser de nouvelles élections.

Soutenir l'ouverture de **nouveaux moyens de distribution, plateformes en ligne et VOD**, pour leur rôle considérable dans la-diffusion des films libanais.

Inciter **les télévisions à diffuser les films, courts-métrages et documentaires libanais**, et à soutenir leur couverture médiatique.

L'intégration du cinéma et de l'éducation à l'image dans les parcours scolaires et périscolaires.

Dynamiser le secteur par la **modification des systèmes de taxation** et de redistribution.

Pratiquer des politiques tarifaires incitatives, notamment en périodes de fêtes

Startups - Aperçu du secteur des TIC au Liban

En 2016, le secteur des TIC au Liban fait preuve d'une croissance rapide sur les dix dernières années. Il est identifié comme l'un des piliers de la croissance économique contribuant à ~ 3% du PIB.

Etude de l'ACS, 2014

Entre 2014 et 2016, le secteur des TIC a connu **une croissance annuelle de 7% par an en moyenne**, malgré la dégradation de la qualité des infrastructures. En 2018, année où les dernières données sur le secteur sont disponibles, les TIC contribuaient encore à **2,5% du revenu national**.

D'une valeur de ~ **436 millions de USD en 2016**, dont:

- 60% sont liés aux activités de production ou de vente de matériel (hardware).
- et 31% aux services.

La programmation de logiciel ne représentant que 9% de la totale valeur de marché.

Estimée à **40 millions de USD par an**, **l'essor des services et la programmation de logiciel requiert des réformes** au niveau de l'application des droits de propriété intellectuelle, la réduction du piratage de logiciels et la mise à niveau des infrastructures des TIC.

- Environ 200 compagnies travaillent dans l'externalisation des services et de processus (centres d'appel, opérations de back-office en finance ou en comptabilité, et dans les services d'information et de communication).
- Au moins 8 centres d'appels emploient environ 900 employés au Liban pour le compte de grandes multinationales (Nestlé, Cisco, Orange, Toshiba, SFR, Samsung).



Startups et Jeux vidéo - Art Numérique

L'art numérique s'est élargi et inclut les laboratoires artistiques sur Internet (browser-based art), la vidéo d'animation en 3D, les œuvres interactives ou celles utilisant la réalité virtuelle, ou encore la production de contenus pour les galeries et musées d'art digital (Mori Building Digital Art Museum).

Au niveau de la région ANMO, on compte peu d'entrepreneurs et de start-up spécialisées dans le jeu.

Quelques grandes entreprises dominant le marché libanais, comme Born Interactive, Delta Net, FTML-Cellis, Imaging Concept, I-Net, MobinetS, Netways, TerraVision.



Beaucoup d'efforts sont encore à déployer pour que le secteur puisse développer son potentiel.

Fortement dépendante des infrastructures technologiques, de l'environnement politique et de la stabilité des sources de financement, l'industrie libanaise des jeux vidéo ne peut se développer sans le concours des industries créatives annexes, le développement de jeux vidéo nécessitant une forte synergie entre des équipes de développeurs, d'artistes 3D, d'animateurs et de producteurs de musique.

Startups et Jeux vidéo - Success stories

Entre 2008 et 2012, l'industrie des jeux vidéo au Liban était bien placée, grâce à des financements institutionnels capital-venture provenant de fonds comme Middle East Venture Partners (MEVP), Berytech ou encore Resource Group Holding.

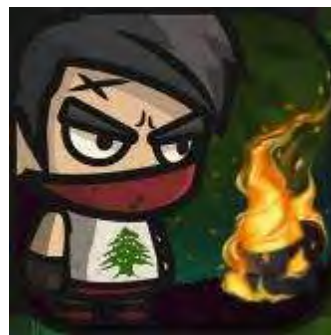
Un certain nombre **d'entreprises libanaises ont déjà une avance confirmée dans les « grands jeux »** (big games) à réalité augmentée et réalité virtuelle (AR/VR).

Yayy est l'une des startups de jeu très prometteuses et a développé et commercialisé 7 jeux.

Elle génère un revenu/unité considéré comme élevé par rapport à la moyenne régionale et des taux de rétention de base d'utilisateurs parmi les plus élevés au monde.

Falafel enregistre des succès considérables avec son modèle de jeux gratuits, générant des revenus par la publicité et des services payants avancés; avec des ventes quotidiennes d'environ 0.5 USD /utilisateur actif, et avec près de 10,000 utilisateurs par jour.

Le modèle de Falafel assure des revenus de l'ordre de 150,000 USD/mois, ce qui lui a permis d'obtenir des investissements supplémentaires de 2.6 millions de USD en 2017.



Gamecooks remporte en 2019, grâce à l'élaboration d'une visite en VR du Burj Khalifah, le concours du Dubaï Future Accelerator (500,000 dirhams) face à une centaine de compétiteurs internationaux

Avec ses 30 employés, Gamecooks choisit une stratégie d'internationalisation en partageant des studios entre le Liban et les Etats-Unis, lui assurant plus de 30,000 utilisateurs actifs/jour.

Fovea est une entreprise du Beirut Creative Cluster qui commercialise, entre autres, les jeux Wordquest et Triominos en collaboration avec Goliath.

Wixel choisit un partenariat avec Cologne Game Lab, partenariat ayant remporté de prix internationaux.

Startups et Jeux vidéo - Initiatives d'agrégation

Morage Games et l'initiative ArabArcade

Fondée en 2016, Morage Games vise à unifier la communauté locale du jeu au Liban. Avec son initiative ArabArcade, la société:

- Produit des événements réguliers qui connectent les développeurs libanais et arabes; ce qui a conduit à la participation du Liban au Global Game Jam en 2016, une compétition mondiale qui consiste à créer un jeu en 48 heures.
- Organise en 2017, le premier Beirut Games Festival réunissant développeurs professionnels et amateurs, et le Fuck-up nights, soirées réunissant les acteurs pour apprendre des erreurs les plus répandues.
- Offre également des services d'incubateur et d'accélérateur (avec Speed@BDD) en acquérant des parts dans les start-ups sélectionnées (comme VanAhmar et de Groovy Antoid).

ArabNet regroupe plus de 3,000 représentants de corporations: son site liste 328 start-ups libanaises, dont au moins 5 de jeux vidéo (Rawa, Groovy Antoid, Blitz, Harmony, Charbaka)

Blitz

Blitz est une plateforme pour contribuer ou bénéficier de crowdfunding et pour participer à des compétitions.

Rawa.TV

Avec un financement de 160,000 euros en 2018 de F&F Accelerator et de 450,000 USD en 2019 (VC, Angels), Rawa est un service de streaming en direct destiné aux joueurs vidéo arabes.

*Une tendance à la clustérisation est également présente dans d'autres activités de production de contenus numériques; **Mobilonia Appdater et Limelines**, des programmations libanaises pour filtrer et éditorialiser l'information et l'actualité à l'aide de l'intelligence artificielle; **Visionarity** est une plateforme qui réunit les musiciens et les artistes en partant de leurs préférences, à l'aide d'un système IA.*

Ces start-ups emploient 7 à 8 personnes, fondateurs inclus (Gamecooks avec ses 30 salariés fait figure d'exception).

Startups et Jeux vidéo - Défis pré et post-crise

À la suite de la crise de 2019, certaines entreprises sont aujourd'hui incapables d'honorer leurs engagements en devises pour payer les serveurs ou couvrir leurs coûts de marketing digital.

Malgré l'essor des jeux vidéo depuis 10 ans, il n'existe pas encore de formations universitaires spécialisées dans les jeux.

Les formations en Game design (Université libanaise) ou en animation 3D ou encore en humanité digitale (Université de Balamand) ne sont offertes qu'au niveau de Master.

En règle générale, le marché du travail souffre d'un manque d'expertise et de compétences de pointe.

Makerbrain démarre avec **PlayStreet**, un concept de jeux en lien avec Beyrouth, combinant à la fois divertissement et aménagement urbain pour combattre la standardisation des jeux.

Avec les difficultés financières et la crise bancaire de 2019, la société est obligée de fermer et de déposer le bilan, après avoir remporté de multiples prix étant l'une des start-ups les plus innovantes de la région.

Charbaka est un jeu multijoueur de langue arabe, qui s'appuie sur la manipulation de mots en arabe, mais dont le site n'existe plus.

Il est difficile de faire la part entre les entreprises qui souffrent d'une suspension de leurs sites web, et celles qui ont déjà fait faillite.

Exceptions: **S E Factory**, 2016 sélectionne des enfants de régions défavorisées pour les former au métier de codeurs;

L'académie SpicaTech est spécialisée dans la formation des jeunes (dès l'âge de 5 ans) au développement des jeux ;

La plateforme **Moubarmij** est une start-up libanaise qui apprend la programmation en langue arabe.



Streaming musical - La région ANMO

En 2017, le streaming est devenu la principale source de revenus de l'industrie de la musique, devant les ventes physiques et concerts. En 2018, le marché du streaming musical a enregistré les taux les plus élevés de consommation de musique depuis 1990, année d'or de la vente de disques compacts.

Deux facteurs alléchants: le taux de pénétration du smartphone et la jeunesse de la population (l'âge médian dans la région étant de 23 ans)

Dans la région ANMO, les investissements dans le secteur du streaming musical ont dépassé les 893 millions de USD avec une augmentation de 31% par rapport aux 679 millions de USD investis en 2017. Aujourd'hui, les applications de streaming en ligne dans le monde arabe sont en compétition pour accroître leur part de marché et leur nombre d'abonnés payants, et tentent tous de:

- Obtenir des bibliothèques de musique.
- Créer leur propre société de production avec des artistes locaux, en exigeant souvent l'exclusivité.
- Conclure des accords avec les grands opérateurs de Telecom pour des offres groupées (accès direct aux bases d'abonnés sans passer par la facturation).

L'industrie de la musique a été bouleversée par l'entrée de nouveaux acteurs locaux (comme Anghami) et internationaux (comme YouTube) et de plusieurs autres durant des trois dernières années.

Streaming musical - Mastodontes et nouveaux entrants

Les Mastodontes

Dans le monde arabe, plus de 60% des utilisateurs de YouTube appartiennent aux générations Y et Z (dont 77% qui en font un usage quotidien en Egypte). L'Arabie saoudite est la plus grande utilisatrice par habitant au monde.

YouTube

Les nouveaux entrants

Le Kingdom Holding Company / **Rotana** y a injecté 182,6 millions de USD en droits d'exclusivité de leur contenu; en 2019, Deezer signe un accord exclusif avec **STC en Arabie saoudite**, après son association avec plus de 45 opérateurs dans le monde.

Deezer



Le Liban compte un acteur majeur dans ce secteur, Anghami, première plateforme de streaming musical dans le monde arabe et première société de technologies arabe à être cotée au NASDAQ New YORK

- Plateforme fondée à Beyrouth par deux libanais, E. Habib et E. Maroun en 2011, la société a introduit avec succès la notion de service musical légal dans une région qui continue d'être en proie au piratage.
- 78 millions de personnes ont utilisé Anghami jusqu'à présent. Sur ces 78 millions, environ 18% ne viennent probablement pas du Moyen-Orient
- Anghami a obtenu des licences pour une grande partie de la musique arabe dans le monde entier.

1. Avantage du leader d'un marché du mobile émergent: 29 réseaux mobiles dans la région MENA
2. Adaptation aux conditions locales : tout navigateur, tout appareil mobile bas de gamme, tout réseaux mobile de mauvaise qualité;
3. Tarifcation flexible : en Égypte, entre \$0,5 et \$2.5/mois.
4. Bibliothèque et production de contenu : plus de 300,000 vidéoclips de stars et d'artistes locaux.
5. Disponibilité des services a forte valeur ajoutée: paroles (Lyrics), intégration de Siri...

Ses sources de revenus se divisent entre ceux des opérateurs mobiles et ceux de plus d'un million d'abonnés payants.

Streaming musical - Dynamique du marché

Spotify

Lancé dans 13 pays de la région ANMO en 2018, (à moitié prix des 9,99 USD aux États-Unis) et en partenariat avec la 1^{ère} plateforme de streaming VOD de la région, Shahid.

TikTok

Le responsable des vidéos et de la création chez TikTok MENA recruté en 2019, était auparavant vice-président en charge des partenariats chez Anghami.



Les défis locaux du streaming

- Statut légal et pratiques de contournement fiscal
- Les litiges de droits de propriété
- Le piratage et le rôle de la SACEM
- La censure et les menaces de boycott

Beyrouth a été une capitale privilégiée de l'industrie du streaming musical; plusieurs grands acteurs y sont présents: Anghami, Music Group, (ouvert en 2018), suivi de Deezer...

Les avantages du streaming au Liban

- Les jeunes générations, leur talent et leurs revendications.
- L'archive musicale: il est du devoir l'état de soutenir sa conservation en tant que trésor culturel national
- Le capital soft power, les médias et l'image de Beyrouth

L'espoir réside dans les nouvelles générations, leur potentiel, leur révolte et leur résilience créative.

IV – Vers une politique publique en faveur des ICC

Les quatre piliers d'une politique de la Culture

Enclencher des trajectoires durables



Les ICC et les plans d'aide au Liban

La Conférence CEDRE

269 projets d'infrastructures sont présentés par le gouvernement libanais à la communauté internationale, dont 11 pour le tourisme et le patrimoine culturel. L'infrastructure pour le tourisme le patrimoine et les secteurs industriels reçoivent respectivement 265 millions de dollars et 75 millions USD, soit 5% des 7,3 milliards USD de la valeur totale des projets (source: LCPS)

Contrairement au discours des autorités libanaises, l'attribution des fonds et les projets ne se sont pas fondés sur une évaluation rigoureuse des besoins économiques

- De nombreuses lignes budgétaires importantes restent non précisées et ne fournissent pas les détails des projets qui nécessitent un financement.
- Le nombre de projets, la composition et la valeur absolue des fonds présentent un déséquilibre régional en faveur d'une centralisation autour de Beyrouth.

La grande majorité des investissements de 340 millions de USD se trouvent à Beyrouth et au Mont-Liban.

« Une restructuration économique est avant tout un choix politique, transparent, partagé, compris et adhéré par tous. Elle adresse en premier lieu la question de savoir comment valoriser la dignité humaine », ALDIC- Association libanaise pour les droits et l'information des contribuables.

Les études et plans d'aide au Liban ont tous souligné le potentiel des Industries culturelles et créatives

L'étude McKinsey

L'étude invite le MdC à investir dans la structuration des industries créatives et culturelles, et cite quelques pistes d'action :

- Parier sur 2 à 3 industries créatives et culturelles spécifiques;
- Développer un système de subventions philanthropiques et l'image de marque de certaines ICC
- Donner un focus spécial au tourisme;
- Enumérer les secteurs à forte valeur ajoutée dont les bijoux, parfums et cosmétiques, savons et produits de beauté.

Le plan McKinsey souligne le potentiel de croissance des ICC mais ne va pas assez loin en matière de définition de politique publique dédiée, d'optimisation et de valorisation de ces secteurs.

Promouvoir une culture participative

Notre étude montre le potentiel et la capacité des ICC à constituer un important levier de l'économie productive, permettant la création de richesses et d'emploi, une redistribution des richesses et une croissance des exportations des produits culturels.

Dans une perspective de résilience, quel est le point de départ pour l'élaboration d'une politique en faveur des ICC loin du blocage politique actuel ?

Principale ressource du pays : la jeunesse

Les libanais doivent placer leur espoir dans la jeunesse, une ressource capitale et sûre, et ce dans tous les domaines.

Le travail culturel et créatif avec les jeunes est l'un des meilleurs moyens pour lutter contre la radicalisation, ce groupe étant considéré comme le plus vulnérable à l'extrémisme.

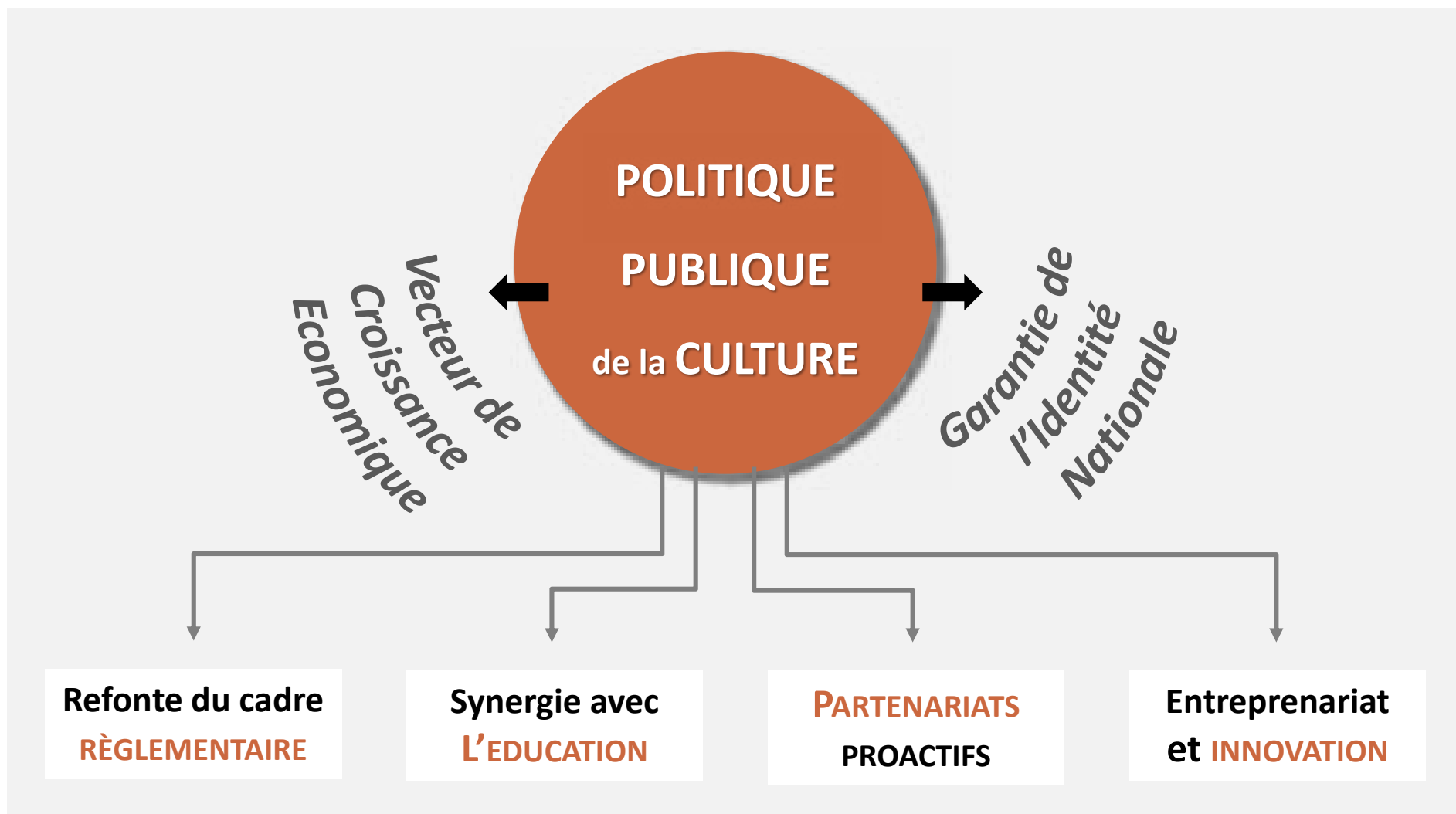
Dans le contexte actuel du pays, le rôle de l'éducation devient plus crucial que jamais.

L'Éducation nationale permet aux jeunes d'exploiter leur potentiel, et la culture les aide à jouer pleinement leur rôle de futurs acteurs du changement en faveur d'un système plus équitable et plus démocratique.

*Pour réussir une politique publique en faveur des ICC, il faudra **passer de la participation culturelle classique à la culture participative**. Tout est mobilisé pour encourager l'implication du citoyen dans le développement de ces industries, l'objectif devenant réalisable en raison du dynamisme de la société civile libanaise et de la vitalité des acteurs des I.C.C au Liban.*

*Soutenir l'élaboration d'un **pacte national pour la croissance et la compétitivité des ICC**, qui s'adressera en particulier à des groupes sociaux défavorisés et exclus de l'écosystème, peut aider à approfondir la démocratie, à élargir l'espace public.*

Les quatre piliers d'une politique publique de la Culture



Les 4 piliers d'une politique en faveur des ICC

I - La refonte du cadre réglementaire

Il concerne le statut de l'artiste, les taux d'imposition et de taxation (Tva, Douanes, impôt sur les bénéfices et revenus...), la réduction du piratage et la protection des droits d'auteur.

Le lancement d'un Atelier Législatif National

Il regroupera des acteurs publics et privés des ICC, des ONG, des représentants syndicaux, des juristes et experts fiscaux et aura pour mission de préparer le nouveau corpus juridique concernant les ICC

La ratification des accords internationaux

Le Liban a rejoint et ratifié l'accord d'Agadir qui prévoit la création d'une zone de libre-échange euroméditerranéenne. D'autres accords internationaux relatifs aux ICC restent à explorer, étudier et ratifier dans l'intérêt de ces industries.

II - La synergie avec l'Éducation

On ne peut sauver la culture et la créativité du Liban sans un secteur éducatif en marche et de bon niveau.

La Création de centres de « Formation d'Excellence »

Formations professionnelles spécialisées de haut niveau avec certification reconnue et création de label dans les secteurs à fort potentiel de croissance: joaillerie, mobilier d'art, prêt-à-porter, techniques de l'audiovisuel et du cinéma, outils digitaux...

La participation des acteurs des ICC au secteur éducatif

Au-delà de la nécessaire intégration de l'éducation artistique dans les curricula, la diffusion culturelle en milieu scolaire via la participation directe des artistes s'inscrit dans le cadre du développement durable et des droits des citoyens, et permet de générer des revenus aux professionnels des ICC aujourd'hui en situation de fragilité.

Développer le microlearning culturel

Encourager le tourisme culturel local

Les 4 piliers d'une politique en faveur des ICC

III- Le développement de partenariats pro-actifs et diversifiés

Pour une décentralisation de la culture

Activer le rôle des municipalités

L'animation de la vie culturelle représente pour les municipalités un levier économique et social et permet de cultiver un espace de mixité sociale. Ceci ne peut se réaliser sans un minimum d'infrastructures au sein des moyennes et petites communautés.

Avec les bailleurs et les villes méditerranéennes

Encourager la mobilité culturelle

Développer les jumelages avec les villes méditerranéennes

IV- L'investissement dans l'innovation et les outils numériques

Le développement des ICC passe nécessairement par une utilisation des nouveaux outils numériques pour une exploitation maximale de leur potentiel et une évolution progressive du soutien d'urgence vers une croissance durable.

Soutien et financement d'un "Hub-Culture"

Soutien des actions commerciales des ICC

entre opérateurs culturels libanais et internationaux, visant à faciliter l'accès à l'offre culturelle libanaise au public étranger;

Soutien à la création d'une plateforme numérique de ressources et de données relatives aux ICC avec solution de paiement électronique

Les axes d'intervention parallèles

Le développement du rôle des femmes dans les ICC

Malgré leur présence active, leur renommée et leurs diplômes, les femmes arrivent rarement à atteindre des postes de décisions et bénéficient de moins d'aide et de soutien financier des bailleurs de fonds locaux et internationaux.

Pour réduire la discrimination existante :

- Soutenir les projets portés par des femmes auteures et les productions réalisées par des femmes ;
- Participer à l'éducation des médias, à travers la signature d'une « charte pour l'égalité ».
- Encourager et soutenir la constitution de réseaux de femmes professionnelles des ICC.

L'implication de la diaspora libanaise

- Organiser des groupes de réflexion regroupant des représentants et experts des parties prenantes, en charge d'élaborer une stratégie d'investissement direct de la diaspora ;
- Création d'une fondation dédiée à l'art et à la culture en charge de promouvoir et de commercialiser les produits artistiques et créatifs des artistes libanais.

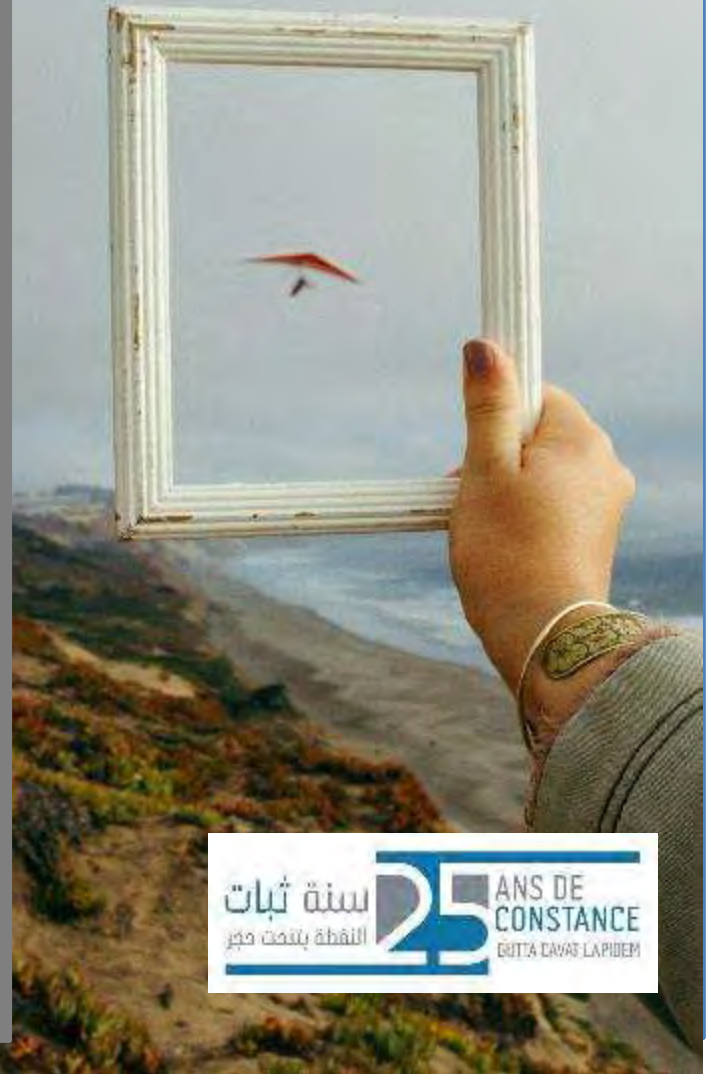
L'encouragement d'initiatives de solidarité

Le développement des actions d'archivage des biens et de services culturels

La conduite d'une politique active de communication de la culture

- Augmenter le temps de broadcast dédié à la culture.
- Soutenir les initiatives de coopération avec les médias audiovisuels et les actions d'archivage des biens et services culturels.
- Lancer des campagnes de promotion de l'art et de la culture.

Conclusion



ICC et restructuration en temps de crise

Les industries culturelles et créatives ont été un déterminant majeur de création de richesses au Liban entre 2004 et 2015, représentant environ 5% du PIB en 2015, soit 2,3 milliards de USD, un ratio comparable à celui des États-Unis

Les ICC contribuent deux fois plus que l'agriculture à la création de richesses au Liban et autant que le secteur de la construction. À partir de 2016, le secteur des ICC entre dans une période de stagnation économique.

Entre 2016 et 2019, le chiffre d'affaires de la moitié des activités créatives (définies dans cette étude) représente 1 milliard de USD par an



L'autre moitié reste comptablement invisible. Cela est dû à différents facteurs, parmi lesquels les pratiques de contournement fiscal et l'impossibilité de mesurer certaines activités créatives

- **Le total de la main-d'œuvre créative** peut être raisonnablement estimé à **100,000 personnes au moins , soit autour de 5,8% de la population active.**
- Cette estimation n'inclut pas les artisans et les ouvriers qualifiés employés dans des activités de support au secteur culturel ou créatif..
- Si nous y ajoutons l'ensemble des travailleurs qualifiés et des artisans (dont la part créative est impossible à déterminer), nous obtenons une population « potentiellement créative » de l'ordre de 360.000 personnes, soit 20% du total de la population active.
- Ce ratio n'inclut pas les métiers annexes tels que les architectes et ingénieurs regroupés dans d'autres catégories.

ICC et restructuration en temps de crise

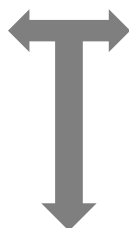
L'économie de la créativité au niveau macroscopique peut s'adapter à une crise économique par l'ajustement interne et la restructuration de ses sous-secteurs. Mais certains sous-secteurs (comme les ADS), peuvent être considérés en « état permanent » de crise et être qualifiés d'« arts menacés »

Les ajustements s'effectuent à travers un transfert de richesse dans la mesure où les rémunérations des professionnels des arts du spectacle pourraient diminuer, tandis que les créateurs de bijoux ou les acteurs de productions télévisuelles commerciales, eux, pourraient connaître une augmentation importante de leurs revenus.

Au Liban, dans une économie créative « axée sur le marché », avec une absence totale de subventions de l'État, les effets habituellement positifs du transfert de richesse qui s'effectue en temps de crise pourraient avoir des impacts dramatiques sur certains artistes et créateurs au Liban.

Solidité des secteurs et vulnérabilité des travailleurs

Le Liban a connu depuis 2011 une stagnation générale de l'économie, avec des taux de croissance proches de zéro, dus à l'effet combiné de la récession mondiale et de l'afflux de 1,5 million de réfugiés.



Paradoxalement, le Liban est devenu un pôle culturel au Moyen-Orient, exportant de la musique et des clips vidéo, des émissions de télévision..

Cet ajustement n'est possible que parce que les artistes sont contraints d'accepter et de supporter la détérioration de leur situation économique, c'est-à-dire des salaires plus bas, un taux de chômage plus élevé et des conditions de travail précaires

Alors que la plupart des activités créatives au Liban subissent de plein fouet les conséquences de la double crise économique et sanitaire, le design, la fabrication et la vente des bijoux semblent être le sous-secteur qui s'adapte le mieux à la mauvaise conjoncture économique, les bijoux et pierres précieuses étant des réserves de valeur.

Même si le marché local est très dynamique, le Liban entretient de faibles synergies avec la scène internationale, là où d'autres pays arabes font beaucoup mieux.

Les ICC souffrent de la prédominance de l'économie informelle de la culture.

La fragilité du secteur artistique est due à la situation vulnérable des travailleurs eux-mêmes, qui sont in fine la variable d'ajustement de l'économie créative.

Défis majeurs et leur d'espoir

Les défis majeurs

1. Le manque d'appui public et d'investissements privés
2. La faible synergie avec les scènes artistiques et culturelles internationales et régionales
3. La situation de précarité des professionnels de la culture en raison de la prédominance de l'économie informelle de la culture et de l'absence d'appui public
4. L'inadéquation entre l'offre de compétences et les besoins du marché
5. Des « barrières à l'entrée » élevées pour les nouvelles entreprises et les jeunes professionnels

Vers un nouveau modèle de développement économique

La conjoncture économique et sociale sinistrée que connaît actuellement le Liban force à penser à un nouveau modèle de développement économique et social. Ce nouveau modèle serait basé **sur les forces vives du Liban notamment la jeunesse et sa créativité, mais aussi les caractéristiques uniques du Liban** qui en font un phare culturel du monde arabe, un havre de liberté d'expression et un refuge pour les artistes de la région.

Les trois dangers qui menacent la survie des ICC au Liban sont les suivants :

1. La faillite des entreprises culturelles et créatives
2. L'émigration massive des talents créatifs
3. L'effondrement du système éducatif du pays

Les ICC constituent une industrie stratégique pour le Liban qui pourrait en faire un de ses atouts majeurs pour une intégration saine dans les circuits commerciaux et financiers de la mondialisation.

Pour que ces industries puissent prospérer, elles nécessitent un cadre juridique et des politiques publiques qui protègent les droits des créateurs, leur accordent une rémunération équitable, accompagnent le déploiement des œuvres et leur rayonnement et constituent un écosystème vertueux qui bénéficie à tous.



Cette étude a été préparée par l'Institut des Finances Basil Fuleihan avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Institut. L'Institut des Finances Basil Fuleihan ne garantit pas l'exactitude des données publiées dans cet ouvrage.

© Tous droits réservés à l'Institut des Finances Basil Fuleihan.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer le contenu de cette publication pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits dans vos documents, présentations, blogs, sites internet ou tout autre matériel sous réserve de faire mention de la source sous la forme suivante: «La Contribution Économique des Industries Culturelles et Créatives au Liban», Institut des Finances Basil Fuleihan - Ministère des Finances, 2021.

Les demandes pour usage public ou commercial devront être adressées à: institute@finance.gov.lb



www.institutdesfinances.gov.lb

512, كورنيش النهار
ص.ب. 16-5870 بيروت لبنان
تلفون: +961 1 425 146/9
فاكس: +961 1 426 860